

Ensemble,  
concrétisons  
vos projets.

## Global Compact / Communication sur le progrès 2015

### 1. Introduction

Nous, Catherine Desportes, Eric Chaouat et Jérôme Picant, associés du cabinet Mille-Alliance, confirmons l'adhésion de Mille-Alliance au Pacte Mondial. Notre adhésion est effective depuis le 26/10/2009 et répond à notre envie de nous engager selon les 10 principes définis par le Pacte Mondial des Nations Unies, que nous rappelons ci-dessous :

<b>Droits de l'homme</b>	<p>1. Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence</p> <p>2. A veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme</p>
<b>Droit du travail</b>	<p>3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective</p> <p>4. L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire</p> <p>5. L'abolition effective du travail des enfants</p> <p>6. L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession</p>
<b>Environnement</b>	<p>7. Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement</p> <p>8. A entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement</p> <p>9. A favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement</p>
<b>Lutte contre la corruption</b>	<p>10. Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin</p>

Mille-Alliance respecte de fait les principes applicables à son activité en travaillant conformément à la législation française. Mille-Alliance reste toujours vigilante à l'application des 10 principes en interne et chez ses clients.

Conformément aux marges de progrès détectées en 2013 sur les principes 8 et 9, Mille-Alliance a persévéré dans l'application de mesures concrètes pour répondre en interne et chez ses clients à ces exigences. Ces mesures sont détaillées ci-après.

## 2. Les actions menées par Mille-Alliance

- Pour faire suite aux recommandations édictées à l'issue de l'étude sur le « Zéro Papier » réalisée fin 2013 par Mille-Alliance, plusieurs pratiques éco-responsables ont été mises en place au cours de l'année 2015. Parmi les mesures entreprises :
  - La majeure partie des documents émis et reçus par Mille-Alliance a été dématérialisée. Les contrats de travail, fiches de paie, évaluations de missions, et déclarations d'ordre administratif sont aujourd'hui envoyés, signés et archivés de manière entièrement numérique via des prestataires dédiés. Pour les clients qui l'acceptent, les factures émises par Mille-Alliance sont dématérialisées.
  - Les consultants ont à cœur de limiter les flux papier lors des missions sur les sites client, et de participer à faire évoluer les habitudes de leurs collaborateurs au quotidien.

L'application de ces nouvelles mesures a ainsi permis de réduire de moitié le volume des pièces à archiver ce dernier passant de 10 classeurs par semestre à 5 classeurs par semestre en 2015.

- Mille-Alliance a actualisé sa charte d'éco-responsabilité mise à destination de son effectif et accessible sur le site internet du cabinet afin d'y faire figurer les pratiques éco-responsables sur le lieu de travail. Cette charte détaille les actions concrètes que peuvent envisager les consultants : sensibilisation du client aux enjeux écologiques, réduction des impressions, dématérialisation...

- Le séminaire 2015 a eu lieu à Saint Pierre des Corps, en Indre-et-Loire. Les consultants se sont rendus sur place en train et bus ce qui a limité l'empreinte carbone, comparativement à un déplacement fait entièrement en bus ou en voiture.
- Mille-Alliance est signataire depuis 2014 de la pétition contre la corruption à travers l'initiative « Call to Action Against Corruption » mise en place par Global Compact. Mille- Alliance participe ainsi à l'envoi d'un message fort aux gouvernements du monde pour intensifier la lutte contre la corruption sous toutes ses formes.
- La part des femmes dans l'effectif Mille-Alliance est de 68% en 2015. Mille-Alliance poursuit ses efforts pour la parité et la lutte contre la discrimination professionnelle, pour un espace de travail conforme aux principes Global Compact.
- Au cours de l'année 2015, Mille-Alliance a eu recours à de nombreuses reprises aux services des établissements et service d'aide par le travail (ESAT), établissements réservés à l'emploi des personnes en situation d'handicap. Le budget alloué à ces services a été multiplié environ par 4 passant de 614.89 euros en 2014 à 2165.46 euros en 2015 confirmant ainsi la volonté du cabinet à respecter son engagement vis-à-vis du Global Compact.

### **3. Mille-Alliance signataire de nouveaux engagements en faveur de la diversité et de la cause de la femme**

---

Mille-Alliance a signé en 2015 la charte de la Diversité afin de témoigner l'engagement du cabinet en faveur de la diversité culturelle, ethnique et sociale au sein de son organisation. Cette charte mise en place en France en 2004 exprime la volonté d'agir des entreprises pour mieux refléter, dans leurs effectifs, la diversité de la population française. Elle est articulée autour de six articles centrés sur le principe de non-discrimination et guide

l'entreprise dans la mise en place de nouvelles pratiques visant à promouvoir la diversité sur le lieu de travail. Mille-Alliance s'est ainsi engagée à respecter les principes fondateurs de la charte et à entreprendre de nouvelles pratiques en conformité avec les recommandations de cet engagement.

En accord avec ses valeurs en faveur de la cause de la femme, Mille-Alliance a également signé en 2015 le « CEO statement of support » des « Principes d'Autonomisation de la Femme » ou « Women's Empowerment Principles » pour attester de son engagement envers cette cause. Cette initiative lancée en 2010 par l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et Global Compact des Nations Unies vise à offrir des recommandations sur la façon d'atteindre l'autonomisation des femmes sur le lieu de travail.

#### **4. Zoom sur le bilan carbone de Mille-Alliance**

Mille-Alliance encourage ses consultants à réduire leur impact environnemental, en favorisant les moyens les moins polluants ou en diminuant la fréquence de leurs déplacements lorsque cela s'avère possible.

Dans ce qui suit est présentée la conclusion de l'étude menée dans la continuité de celle de 2014 pour mesurer l'empreinte carbone des déplacements générés par l'effectif de Mille-Alliance. Les éléments pris en compte sont :

- les déplacements quotidiens des consultants vers leur lieu de travail sur 218 jours travaillés à raison de deux déplacements par jour,
- les déplacements exceptionnels des consultants dans le cadre de leur activité professionnelle,
- les déplacements relatifs au séminaire organisé une fois par an par le cabinet et auquel assiste tout l'effectif de Mille-Alliance.

- à l'énergie consommée : ce poste recouvre l'achat d'électricité nécessaire au fonctionnement des locaux du cabinet.
- au papier utilisé au sein du cabinet: ce poste recouvre la consommation annuelle en papier au sein des locaux du cabinet

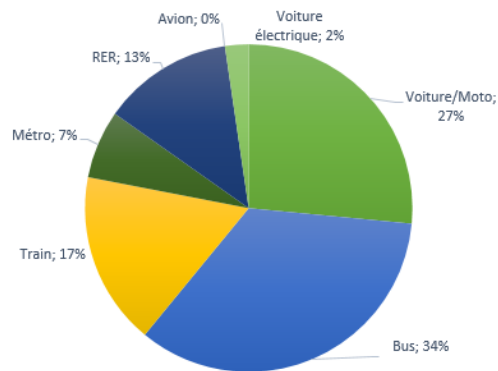
Les résultats obtenus à l'issue de la collecte des données disponibles au sein de MA ont permis de préciser les principaux postes d'émissions de CO<sub>2</sub>:

- Le principal poste d'émission de CO<sub>2</sub> au sein de MA est celui des déplacements, ce dernier représentant près des  $\frac{3}{4}$  des émissions totales du cabinet. Ces résultats concordent avec la nature des activités de MA qui reposent essentiellement sur les déplacements des consultants chez les clients.
- Le poste électricité qui représente 27% des émissions totales.
- Le poste papier ne représente que 2% des émissions totales de CO<sub>2</sub>. MA a entrepris depuis 2014 de numériser tous ces documents administratifs afin de réduire considérablement la quantité de papier consommée.

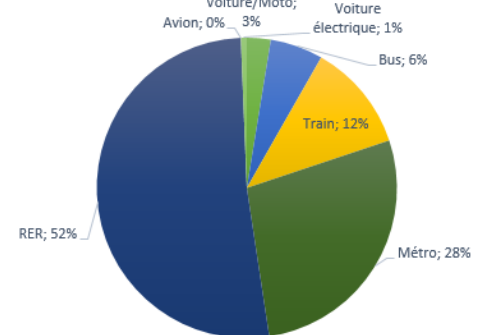
De façon globale, les émissions de CO<sub>2</sub> pour l'année 2015 ont diminué de 10% par rapport à celles de 2014. Cette réduction est due au fait qu'aucun déplacement par avion n'ait été effectué au cours de l'année 2015, contrairement à l'année précédente où les déplacements par avion ont été responsables à hauteur de 60% des émissions globales de CO<sub>2</sub>. Des moyens de rencontre alternatifs comme la visio-conférence ont ainsi été mis à l'honneur cette année.

## Annexes

**Part des émissions par moyen de transport**



**Répartition des distances parcourues par mode de transport**



**Répartition des émissions de CO2 par poste de consommation**

